

Communauté de Sant'Egidio et Rugova : une stratégie parallèle

Entretien avec Mario Giro

Après avoir été sous le contrôle de Belgrade, Ibrahim Rugova, a pu quitter la Yougoslavie pour Rome le 5 mai 1999. Ce retour spectaculaire du «Gandhi des Balkans» a été rendu possible par la médiation de la Communauté (catholique) de Sant'Egidio devenue célèbre en France pour son rôle dans la recherche d'une solution politique au drame algérien.

Vilipendé par Milosevic et par une partie de l'opposition serbe, non écouté par l'Occident, repoussé par l'UCK, libéré des obsessions ethniques peut-être grâce à son travail en France avec Roland Barthes, Ibrahim Rugova a toujours travaillé pour une solution politique qui puisse sauvegarder à la fois les droits de son peuple et de la personne ainsi que la multiethnicité, tout en demandant l'indépendance mais toujours attentif aux équilibres de la région. Face à l'apartheid imposé par Milosevic, il avait avec son mouvement, la Ligue Démocratique du Kosovo, organisé une société parallèle à travers une résistance non violente à la serbisation de la société albanaise kosovare. Le 22 mars 1998 par des élections semi clandestines, il était réélu président des Kosovars albanais à une écrasante majorité.

Aujourd'hui encore Rugova est de loin la plus populaire des personnalités politiques y compris dans les camps de réfugiés (plus de 60% de préférences contre 10% à Hashim Taçi que les Etats-Unis ont installé à la tête de la délégation albanaise à Rambouillet).

La libération de Rugova a été le fruit d'une pression internationale mais seule la Communauté de Sant'Egidio s'est rendue directement à Belgrade sur la base de sa connaissance de la situation au Kosovo et des rapports qu'elle entretient avec les parties en conflit depuis plusieurs années.

De ces rapports, Mario Giro a été un acteur permanent dès le début, en particulier dans la tentative de reconstituer «par le bas» les éléments d'une coexistence entre les deux «ethnies», concernant les questions cruciales de l'éducation et de la santé. La guerre a bien entendu tout brisé.

Mario Giro a bien voulu recevoir Confluences Méditerranée au siège de la Communauté, à Rome.

Bernard Ravenel : — Avec la libération de Rugova, la Communauté de Sant'Egidio a enregistré un grand succès de «diplomatie parallèle». Qu'est-ce qui vous a permis de réussir là où d'autres ont échoué ?

Il faut faire un peu d'histoire. La Communauté de Sant'Egidio (Saint Gilles) est présente au Kosovo depuis 1993 ; nous y sommes arrivés à partir de l'Albanie où nous sommes revenus au début des années 90. C'est à Tirana qu'on a connu Ibrahim Rugova lors de l'un de ses voyages. Et c'est à travers l'amitié avec lui qu'à partir de 1993 nous avons commencé à nous intéresser à la question du Kosovo. Et l'on sentait que c'était une bombe à retardement, il y avait une grande tension. L'élimination de toute autonomie pour les Albanais par les Serbes avait créé une situation terriblement instable et nous avons commencé à voir ce qu'on pouvait faire pour cette zone du monde. C'était la période de la guerre en Bosnie, de la guerre avec la Croatie, l'attention publique était dirigée vers ces autres fronts mais on voyait déjà des premiers signes de ce qui risquait de se passer au Kosovo. Les Serbes étaient refusait de parler du Kosovo. Ils étaient tout à fait convaincus que le Kosovo n'était pas à discuter. Ils disaient : *«Si vous parlez du Kosovo, ce qui arrive en Bosnie c'est Disneyland en comparaison de ce qui pourrait se passer au Kosovo...»*

— Donc vous avez décidé d'établir et d'organiser des contacts avec les deux parties, albanaise et serbe, c'est-à-dire avec les autorités reconnues par Rugova d'un côté et par le pouvoir serbe de l'autre. Comment avez-vous procédé ?

Naturellement quand on a commencé à nous intéresser à la question du Kosovo, il fallait obtenir des contacts avec les Serbes, ce qui a été fait par le biais des connaissances qu'on avait déjà dans les villes serbes, de fil en aiguille par l'église orthodoxe. Il y a bien sûr une église catholique que l'on connaît bien, mais pour arriver à un niveau de relation à l'intérieur du régime serbe, il fallait passer par un autre monde. Il faut savoir qu'aux forums œcuméniques que la Communauté organise chaque année, participent déjà avant la guerre en Bosnie des évêques de l'Église orthodoxe, ce qui nous a permis de créer un petit réseau de relations à l'intérieur du monde serbe.

Alors là il fallait faire preuve d'imagination parce qu'il y avait comme un mur. Bien entendu en 1996 pendant les accords Dayton, les

Américains et les autres se sont trouvés devant le même mur parce qu'il y a eu une petite tentative d'évoquer le Kosovo pendant qu'on réglait les questions de la Bosnie. Mais la réponse a été dure et nette : «*le Kosovo on en parle pas*». C'est pourquoi on n'en a rien dit et que les accords ne prennent pas le Kosovo en considération. Ce qui a créé beaucoup d'amertume dans la population albanaise. Mais en tout cas il fallait être un peu créatif et trouver une façon pour contourner le problème du statut juridique du Kosovo pour chercher à remettre ensemble les deux communautés, trouver des ponts, reconstruire un tissu de relations entre elles, chercher à amoindrir la tension. S'il y avait une chance de paix au Kosovo, c'était de cette manière qu'il fallait procéder.

— Aviez-vous une idée concrète du climat des relations entre les deux communautés ?

Il faut savoir qu'au Kosovo, jusqu'au début de la guerre ouverte, il y avait ce qu'on peut appeler «un apartheid mutuel et consensuel». Les deux communautés vivaient totalement séparées sans jamais se rencontrer. Les Serbes disaient en plaisantant que la seule façon de rencontrer un Albanais, c'était d'aller acheter du pain ou du lait. Pour le reste les Albanais avaient été chassés, expulsés de tous les postes publics et il y avait de gros problèmes, surtout dans les domaines de l'éducation et de la santé, parce que les étudiants, les élèves albanais n'étaient plus dans les structures de l'éducation nationale, les professeurs non plus, comme tous les fonctionnaires albanophones.

— Cela ne pouvait plus durer ?

Cela ne pouvait pas durer mais il n'était pas obligatoirement dit que cela devait éclater, pourrir, jusqu'au point de faire une guerre. Il faut savoir aussi que les Serbes du Kosovo craignaient une guerre ; je me rappelle qu'ils venaient le soir me chercher pour savoir s'il allait y avoir une guerre ou non, quand on était à Pristina, pour savoir s'ils devaient emmener leur famille en Serbie ou non. Et le peu de réfugiés serbes qui avaient été envoyés au Kosovo soit étudiants soit «gens ordinaires» avaient encore plus peur de la guerre. La majorité de cette minorité serbe était pour l'apaisement. Du côté albanais il faut se dire que tant que l'UCK n'avait pas été renforcée soit par la réaction serbe, toujours disproportionnée, soit par des aides internationales à travers

les filères de la diaspora, la majorité des gens sur place était pour le *peaceful divorce*, le divorce pacifique, d'où l'amertume par la suite...

— **Donc c'est dans ce climat que vous avez établi des contacts des deux côtés pour vérifier les possibilités d'un dialogue qui pourrait se concrétiser par la réouverture des écoles et des universités en langue albanaise ?**

Oui, et cela a été une négociation difficile mais possible. L'idée était de partager les installations universitaires qui seraient ouvertes par exemple le matin pour les Albanais et l'après-midi pour les Serbes et vice-et-versa. C'était un type d'accord qu'il était très difficile de faire avaler aux deux parties. D'un côté les Serbes ne voulaient pas accepter que les Albanais rentrent à l'université et dans les écoles avec leurs leçons, leur langue mais à un moment donné ils ont cédé. De l'autre côté, surtout en 1998, il y avait la pression de l'UCK : «*il faut l'indépendance*» donc pas de dialogue.

En 1996, il y a eu la première signature d'un accord-cadre sur l'éducation mais les accords de Dayton en ont ralenti l'application et surtout retardé la réalisation d'un accord de réglementation technique où l'on décrivait toutes les échéances à respecter dans la politique de retour des Albanais dans le système scolaire et universitaire. On commençait par l'Institut d'albanologie qui était bien sûr le plus symbolique de tous et qui faisait partie de l'université et que les Serbes avaient transformé en laboratoire de chimie. Finalement, après une navette exténuante qui aura nécessité trois ans de travail, on arrive à la signature définitive de l'accord-cadre en mars 1998 à travers le groupe 3 + 3, trois Serbes et trois Albanais. Du côté albanais, il y avait le professeur Agani, proche de Rugova, qui était un ami pour nous et qui a été récemment tué. Par qui ? On ne sait pas exactement.

Donc on signe cet accord et tout de suite l'Institut d'albanologie est rendu aux Albanais par les Serbes. Je vous rappelle la scène : le directeur serbe du laboratoire de chimie me dit : «*je n'ai pas les clefs*». Tout le monde faisait de la résistance et le directeur faisait de la résistance passive. Alors j'ai dit : «*demain matin, on vient*». Dans la nuit ils ont déménagé. Ce soir là, il y avait un millier de Kosovars albanais qui attendaient devant, silencieusement comme toujours, le Kosovar est très discipliné. Ils ont applaudi, sans un cri et puis les autorités serbes ont dit : «*maintenant vous rentrez chez vous*». Ils sont rentrés calmement chez eux. Et puis cela a marché. Un mois après, on est en mai, les trois facultés techniques ont été rendues. Je veux le signaler parce que

même dans la presse française on a écrit que l'accord n'a jamais été appliqué, ce qui est faux. Ainsi les trois dernières facultés, donc pratiquement les 2/3 des universités étaient dans les mains des Albanais et le processus a continué pendant les négociations de Rambouillet !

J'ai visité les facultés techniques de l'Université, elles étaient pleines à craquer d'étudiants albanais avec leurs professeurs qui nous disaient : «*il faut continuer à prendre d'autres établissements, il faut continuer...*» Cela marchait à fond après presque dix ans d'arrêt de la vie sociale et civile.

L'idée était de terminer cet accord scolaire et de passer à la dernière faculté qui est celle de médecine et qui est placée à l'intérieur de l'hôpital pour passer au deuxième volet, le volet sanitaire. Et par cet accord, on construisait tout doucement un ensemble de «mesures de confiance mutuelle».

Pendant Rambouillet, même le groupe 3+3 s'était rencontré. Et puis cela s'est cassé du côté albanais quand il y a eu une montée de l'UCK qui a commencé à envoyer des fax même aux négociateurs du groupe albanais et, en général, tous les dirigeants de l'UCK envoyaient des messages, des fax, même des menaces de mort pour ne plus négocier car il fallait aller à la guerre. Là, les Serbes ont commis l'erreur qu'ils commettent toujours : réagir de façon disproportionnée. Je fais surtout référence à la milice para-militaire.

— Votre stratégie s'accordait-elle avec celle de Rugova ?

Notre stratégie était de passer de l'accord sur l'éducation à l'accord sur la santé et de retrouver un terrain pour convaincre les sociétés civiles - albanaise et serbe - de créer un mouvement positif de contacts et de cohabitation. C'était la stratégie de cohabitation des sociétés en impliquant dans cette cohabitation les deux niveaux politiques, serbe et albanais. C'était aussi aller dans le sens de la politique de Rugova, d'une stratégie à petits pas, par étapes, n'excluant pas l'indépendance «*Arracher tout autonomie possible et on verra bien si l'indépendance arrive après un long parcours*», l'essentiel étant d'avoir les instruments de l'autonomie, donc de l'indépendance. Et puis il y a eu les affrontements entre l'UCK et la police serbe et là, il aurait fallu départager les deux combattants. Cela n'a pas été le cas et le tout a dégénéré dans la guerre.

— **On arrive donc à la guerre et la Communauté de Sant’Egidio décide le 7 avril d’envoyer à Belgrade une mission dirigée par un de ses membres Monseigneur Viincenzo Paglia. Quels étaient les objectifs de cette mission à laquelle vous avez participé ?**

D’abord porter aux autorités serbes l’exigence humanitaire d’un couloir d’aide interne au Kosovo, ensuite rendre visite, sur le plan œcuménique au patriarche Pavle à l’occasion de la Pâque orthodoxe et enfin exercer une pression sur les autorités serbes pour que Rugova puisse sortir de la Yougoslavie, s’il le désirait. De Belgrade nous avons établi des contacts téléphoniques avec Rugova et son entourage proche. On ne pouvait pas se rendre à Pristina mais, de la bouche même de Rugova, on avait son acceptation par notre invitation à Rome. Nous avons donc présenté une requête auprès des autorités de Belgrade pour que Rugova puisse sortir de la Yougoslavie.

— **Pourquoi Milosevic a accepté de «lâcher» Rugova ?**

Pendant un temps la réponse n’a pas été définitive. Milutinovic, le second de Milosevic, nous a expliqué sa crainte que Rugova soit assassiné et qu’il ne soit pas protégé hors de la Yougoslavie. En fait les autorités serbes devaient considérer Rugova comme une des rares cartes de négociation à leur disposition dans cette crise. Alors nous avons beaucoup insisté en disant que Rugova prisonnier à Pristina était quelque chose de plus mauvais que libre à Rome... L’argument c’est que sa situation n’était pas crédible et que Rugova était plus utile libre que prisonnier. Ils ont semblé reconnaître la pertinence de cette idée.

— **Comment maintenant se situe Rugova ? Quelle est son évolution ?**

Il dit ce qu’il a toujours dit : il faut l’autonomie même avec l’objectif de l’indépendance. On n’arrive pas à l’indépendance immédiatement, on y arrive par étapes. Le désastre a été commis, tout le monde est sorti ou presque, le Kosovo est pratiquement vide. Il faut que les gens rentrent, il faut qu’il y ait un minimum de garanties de sécurité, il faut que les Russes soient impliqués, les Ukrainiens aussi, même avec l’Otan ; le problème maintenant c’est de savoir si l’autonomie du Kosovo est un projet viable. Pour le moment il est parti en voyage en

Europe. Son problème c'est qu'il est resté dans l'isolement et maintenant il sait qu'il est surveillé par l'UCK et, à l'intérieur de l'UCK, il y a des extrémistes. Maintenant tout est très difficile.

Jusqu'à présent, la position du «groupe de contact» et des pays de l'Otan est pour l'autonomie, pas pour l'indépendance. Jamais personne de l'Otan n'a prononcé le terme d'«indépendance». Il y a aussi un discours un peu flou et ambigu sur cette question.

— **Comment la Communauté de Sant'Egidio va-t-elle continuer son travail maintenant ? Elle garde le contact avec Rugova mais est-ce que vous disposez encore d'une structure de contacts, même s'ils doivent être plus discrets ?**

Nous avons toujours tous nos contacts sauf malheureusement avec des personnes, des amis chers, qui ont disparu dans cette guerre qui n'aurait pas dû avoir lieu.

*Entretien conduit à Rome
par Bernard Ravenel*

